

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le dix-sept décembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de André LOYER, 1^{er} adjoint, pour le Maire empêché Jean-Yves MEYER.

Présents : LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André

Excusés : MEYER Jean-Yves (pouvoir à André LOYET), JOLY Delphine (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Joël DURIEU), VERNEDE Corinne (pouvoir à Jacques DAUMAS), LEYNAUD Michel (pouvoir à Max BOUSCHON), ESSAYAR Khalid (pouvoir à Pascal GAILLARD), AMRANI Hasiba (pouvoir à Cécile FAURE), GUIBERT Alexandra (pouvoir à Guillaume Vermorel)

Absent :

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°13

9 décembre 2024

OBJET : Financement des garanties de protection sociale complémentaire pour la garantie «Prévoyance» en labellisation

Transmis au représentant
de l'Etat le : 20 DEC. 2024
Affiché le :
Notifié le :

20 DEC. 2024

Ressources Humaines

Financement des garanties de protection sociale complémentaire pour la garantie «Prévoyance» en labellisation

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le Code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale ;
Vu les articles L 827-9 et suivants du code général de la fonction publique,
Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,
Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,
Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,
Vu l'avis du comité social territorial du 17/09/2024,

Considérant que la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents et désormais obligatoire et que les conditions de cette participation ont été définies ;

Considérant que les contours de ce financement sont précisés sur un montant minimum de participation obligatoire de l'employeur à compter du 1er janvier 2025 de 7€ mensuels par agent et un socle, par le biais d'une convention de participation ou la labellisation de contrats individuels ;

Considérant qu'après avoir recueilli l'avis du comité social territorial, il est proposé de participer au financement des contrats et règlements, appartenant à la liste labellisée, auxquels les agents choisissent de souscrire, sous réserve de présentation annuelle d'une attestation délivrée par son assurance attestant de la labellisation dudit contrat ;

Il est proposé d'accorder, à compter du 1er janvier 2025 une participation financière, pour le risque « Prévoyance », aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé qui auront souscrit un contrat individuel, comme suit :

Le montant brut mensuel de cette participation sera de :

- 7€ mensuels par agent appartenant à la catégorie A
- 9€ mensuels par agent appartenant à la catégorie B
- 11€ mensuels par agent appartenant à la catégorie C

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le principe du financement de la collectivité sur les contrats et règlements labellisés,
- **Institue** une participation financière à hauteur de 7€ bruts par agent, par mois pour les catégories A, 9€ bruts par agent, par mois pour les catégories B et 11€ bruts par agent, par mois pour les catégories C, pour le risque « Prévoyance », à compter du 1er janvier 2025,
- **Prévoit** l'inscription au budget de l'exercice 2025 et suivants, des crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Extrait certifié conforme, **POUR LE MAIRE**

André LOYET,
1er adjoint



L'Adjoint délégué,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée

www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-13-DE
Date de télétransmission : 20/12/2024
Date de réception préfecture : 20/12/2024